

VOUS ÊTES...



VOUS VOULEZ...



Cette démarche s'inscrit au cœur de la « Stratégie Etat Plateforme » promue par FranceConnect, que la DGFIP développe via CAP-Numérique et la mission Stratégie et Relation au Publics (SRP).

Lors de la présentation du dispositif, l'administration avait indiqué que l'offre de rendez-vous avait pour objectif de faire baisser la pression sur les services, notamment durant les campagnes où plus de 18 millions d'utilisateurs sont reçus physiquement. Elle précisait que l'articulation autour d'un seul outil développé en interne permettrait une « plus grande souplesse aux chefs de service » qui pourront ainsi adapter l'offre d'accueil en fonction des choix organisationnels retenus.

Avec la mise en place des centres de contact, des plates-formes, des fermetures au public plusieurs jours de la semaine et de l'accueil sur rendez-vous, c'est bien la pérennité de l'accueil physique ouvert à tous qui est menacée.

Le Directeur général poursuit inlassablement son travail de casse de la DGFIP.

Pour la CGT Finances Publiques, il n'y aura aucune amélioration du service à l'utilisateur. Une fois de plus la DGFIP cherche à compenser le sous-effectif, alors qu'elle supporte encore 72% des suppressions d'emploi de la fonction publique d'Etat en 2017.

La DGFIP entend mettre en place une politique de l'offre conduisant l'utilisateur à s'adapter aux limites de l'administration à remplir sa mission d'accueil du fait des suppressions d'emploi...

C'est en cela qu'elle parle de baisse de pression sur les services qui devront servir un tableau de bord statistique en plus de gérer le paramétrage du logiciel.

Dès lors, c'est à d'autres exigences que les agents seront soumis au travers de la logique d'optimisation des effectifs présents : les choix organisationnels portent sur les plages d'ouvertures au rendez-vous, le nombre de guichets ouverts, le mode de prise de rendez-vous, le type de rendez-vous offerts, voire leur durée...

En somme, un véritable flicage des agents !

Parce que nous voulons pouvoir remplir pleinement nos missions de services publics, il est indispensable que nous disposions des moyens humains, logistiques et réglementaires à la hauteur

des besoins au service du public.

Pour la CGT Finances Publiques, il reste fondamental que chaque citoyen, chaque entreprise, chaque collectivité locale aient le même accès facile au service public. Impossible dans le cas contraire de garantir l'égalité devant l'impôt.

Toutes et tous en grève le 7 mars pour lutter avec tous les fonctionnaires contre la destruction de la DGFIP et des Services Publics

fichiers:



[Télécharger 2017-02-28accueil_personnalise_sur_rendez-vous.pdf](#) (757.98 Ko)

Public: [Accueil](#)
[Centres d'appel](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
